



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Trésorerie de l'État

Caisse de Consignation

Rapport et comptes de la Caisse de Consignation pour l'exercice 2014

Table des matières

1. LE BILAN ET LE COMPTE DE PERTES ET PROFITS (EN EUR).....	3
2. CATEGORIES DE CONSIGNATIONS.....	9
2.1. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES EN VERTU D'UNE LOI OU D'UN REGLEMENT.....	9
2.2. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES EN VERTU D'UNE DECISION JUDICIAIRE	11
2.3. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES EN VERTU D'UNE DECISION ADMINISTRATIVE	12
2.4. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES SUR BASE DES ARTICLES 1257 A 1263 OU 1264 DU CODE CIVIL.....	13
2.5. LES CONSIGNATIONS DEPOSEES POUR DES RAISONS RELATIVES AU CREANCIER	13
3. INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS	14
3.1. NOMBRE DE CONSIGNATIONS DEPOSEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014.....	14
3.2. NOMBRE DE CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2014	16
3.3. NOMBRE DE RESTITUTIONS PARTIELLES EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014	18
3.4. NOMBRE DE CONSIGNATIONS EN DEPOT AU 31 DECEMBRE 2014	19
3.5. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS DEPOSEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014.....	21
3.6. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2014	24
3.7. VALEUR COMPTABLE DES RESTITUTIONS PARTIELLES EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014	25
3.8. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES RESTITUTIONS EFFECTUEES AU COURS DE L'EXERCICE 2014	27
3.9. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT AU 31 DECEMBRE 2014	29
3.10. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT AU 31 DECEMBRE 2014.....	31
4. COMPARAISONS DES 3 DERNIERS EXERCICES CLOTURES	34
4.1. NOMBRE DE CONSIGNATIONS DEPOSEES	35
4.2. NOMBRE DE CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT.....	36
4.3. NOMBRE DE RESTITUTIONS PARTIELLES.....	37
4.4. NOMBRE DE CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE	38
4.5. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS DEPOSEES	39
4.6. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS RESTITUEES INTEGRALEMENT	40
4.7. VALEUR COMPTABLE DES RESTITUTIONS PARTIELLES	41
4.8. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES RESTITUTIONS	42
4.9. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE.....	43
4.10. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS EN DEPOT A LA FIN DE L'EXERCICE	44
5. ANNEXE : TEXTES LEGISLATIFS	45
5.1. LOI DU 29 AVRIL 1999 SUR LES CONSIGNATIONS AUPRES DE L'ÉTAT.....	45
5.2. REGLEMENT GRAND-DUCAL DU 4 FEVRIER 2000	48

1. Le bilan et le compte de pertes et profits (en EUR)

ACTIF	ACTIFS IMMOBILISÉS		
	Immobilisations corporelles		
		Débit (en EUR)	Crédit (en EUR)
	Immobilisations corporelles (immeuble)	166.805,24	
	Autres éléments / Collection/œuvres	1.227,70	
	Total :	168.032,94	
	TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISÉS :	168.032,94	
	CREANCES		
	Créances en frais de garde		
	Créances en frais de garde – EUR	10.063.570,44	
	Créances en frais de garde – USD	2.640.655,32	
	Créances en frais de garde – GBP	241.506,12	
	Créances en frais de garde – JPY	7.383,09	
	Créances en frais de garde – CHF	43.694,12	
	Créances en frais de garde – AUD	2.961,84	
	Créances en frais de garde – DKK	14.365,19	
	Créances en frais de garde – CAD	28.739,78	
	Créances en frais de garde – SGD	146,23	
	Créances en frais de garde – ZAR	4.995,20	
	Créances en frais de garde – NOK	126.855,37	
	Créances en frais de garde – CZK	437,30	
	Créances en frais de garde – SEK	16.649,15	
	Créances en frais de garde – HKD	816,51	
	Créances en frais de garde – THB	13.400,39	
	Créances en frais de garde – PLN	87,18	
	Total :	13.206.263,23	
	Créances en taxe de consignation		
	Créances en taxe de consignation – EUR	16.631.557,37	
	Créances en taxe de consignation – USD	5.565.115,50	
	Créances en taxe de consignation – GBP	434.472,46	
	Créances en taxe de consignation – JPY	11.019,17	
	Créances en taxe de consignation – CHF	77.952,06	
	Créances en taxe de consignation – AUD	5.454,48	
	Créances en taxe de consignation – DKK	21.845,15	
	Créances en taxe de consignation – CAD	42.634,38	
	Créances en taxe de consignation – SGD	23.092,81	
	Créances en taxe de consignation – ZAR	7.388,10	
	Créances en taxe de consignation – NOK	284.438,87	
	Créances en taxe de consignation – CZK	591,63	

Créances en taxe de consignation – SEK	34.059,25	
Créances en taxe de consignation – NZD	15,52	
Créances en taxe de consignation – HKD	1.458,96	
Créances en taxe de consignation – THB	19.882,51	
Créances en taxe de consignation – PLN	142,97	
Total :	23.161.121,19	
<i>Créances en intérêts</i>		
	<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
Créances en intérêts débiteurs calculés – EUR	319.566,12	
Créances en intérêts débiteurs calculés – USD	1.765,75	
Créances en intérêts débiteurs calculés – GBP	84,88	
Créances en intérêts débiteurs calculés – JPY	6,62	
Créances en intérêts débiteurs calculés – CHF	724,28	
Créances en intérêts débiteurs calculés – AUD	12,50	
Créances en intérêts débiteurs calculés – DKK	0,78	
Créances en intérêts débiteurs calculés – CAD	366,33	
Créances en intérêts débiteurs calculés – SGD	0,14	
Créances en intérêts débiteurs calculés – NOK	7,25	
Créances en intérêts débiteurs calculés – SEK	15,31	
Total :	322.549,96	
TOTAL DES CREANCES :	36.689.934,38	
ACTIFS MOBILIERS		
<i>Avoirs en numéraire</i>		
BCEE compte courant – EUR	2.449.939,79	
BCEE compte courant – USD		-5.407.569,13
BCEE compte courant – GBP	31.042,53	
BCEE compte courant – JPY	87.601,69	
BCEE compte courant – CHF	240.183,56	
BCEE compte courant – AUD	21.577,70	
BCEE compte courant – DKK	1.913,80	
BCEE compte courant – CAD		-24.535,67
BCEE compte courant – SGD	1.636.527,92	
BCEE compte courant – ZAR		-3.293,13
Transitoire BCEE EUR 0038/6000-3		-737.317,32
Transitoire BCEE USD 0295/6500-4		-99.733,57
Transitoire BCEE GBP 0007/6500-9		-18.951,45
BCEE compte courant – NOK		-2.097,56
BCEE compte courant – CZK		-2.597,66
KBLX compte courant – CZK	7.530,21	
BCEE compte courant – HUF	434,86	
KBLX compte courant – HUF	0,00	
BCEE compte courant – SEK	13.566,72	

BCEE compte courant – HKD	24.085,60	
BCEE compte courant – NZD	18.613,66	
DEXIA-BIL compte courant – THB	256.100,46	
BCEE compte courant – PLN	2.569,33	
BCEE compte courant BCCI – USD	10.253.552,28	
Transitoire BCEE NOK 0013/4320-9		-182,03
BCEE compte à terme – EUR	22.000.000,00	
BCEE compte à terme – USD	139.955.802,41	
BCEE compte à terme – GBP	11.826.076,71	
BCEE compte à terme – JPY	48.458,87	
BCEE compte à terme – CHF	503.276,40	
BCEE compte à terme – AUD	80.741,50	
BCEE compte à terme – DKK	279.213,16	
BCEE compte à terme – CAD	283.326,38	
BCEE compte à terme – ZAR	152.043,01	
BCEE compte à terme – NOK	212.791,60	
BCEE compte à terme – SEK	625.201,07	
CCPL – EUR	256.640.395,85	
Transitoire CCPL – EUR		-153.955,44
Total :	441.202.334,11	
<i>Valeurs mobilières</i>		
Valeurs mobilières (Titres) – EUR	34.897.068,36	
Valeurs mobilières (Titres) – USD	6.461.447,45	
Valeurs mobilières (Titres) – GBP	5.817,06	
Valeurs mobilières (Titres) – JPY	3.204,65	
Valeurs mobilières (Titres) – CHF	127.640,27	
Valeurs mobilières (Titres) – AUD	53.388,18	
Valeurs mobilières (Titres) – NOK	1.543.321,24	
Valeurs mobilières (Titres) – SEK	45.743,51	
Total :	43.137.630,72	
TOTAL DES ACTIFS MOBILIERS :	484.339.964,83	
TOTAL DE L'ACTIF :	521.197.932,15	

PASSIF

Résultat de l'exercice		5.652.753,37
Résultat reporté		-61.473.248,13
DETTES		
Consignations individuelles		
	Débit (en EUR)	Crédit (en EUR)
Consignations - EUR		-263.296.346,19
Consignations - USD		-157.702.388,23
Consignations - GBP		-11.443.530,49
Consignations - JPY		-136.216,47
Consignations - CHF		-964.895,70
Consignations - AUD		-150.542,27
Consignations - DKK		-292.158,68
Consignations - CAD		-318.115,83
Consignations - SGD		-1.636.048,53
Consignations - ZAR		-109.059,97
Consignations - NOK		-1.879.651,48
Consignations - CZK	23.764,83	
Consignations - SEK		-643.696,50
Consignations - HKD		-22.409,16
Consignations - NZD		-18.627,09
Consignations - THB		-256.418,00
Consignations - PLN		-2.569,21
Total :		-438.848.908,97
Fruits / produits dus aux consignations		
Dettes intérêts en créditeurs calculés - EUR		-18.058.746,56
Dettes intérêts en créditeurs calculés - USD		-5.306.390,90
Dettes intérêts en créditeurs calculés - GBP		-837.312,90
Dettes intérêts en créditeurs calculés - JPY		-3.860,61
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CHF		-18.321,40
Dettes intérêts en créditeurs calculés - AUD		-19.894,75
Dettes intérêts en créditeurs calculés - DKK		-27.524,89
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CAD		-56.219,89
Dettes intérêts en créditeurs calculés - ZAR		-52.148,91
Dettes intérêts en créditeurs calculés - NOK		-162.633,68
Dettes intérêts en créditeurs calculés - CZK		-244,94
Dettes intérêts en créditeurs calculés - SEK		-38.087,71
Dividendes optionnelles en actions - EUR		-108,39
Total :		-24.581.495,53

PASSIF		
	<i>Consignations en attente</i>	
	Transitoire Consignations	-1.878.480,28
	Total :	-1.878.480,28
	<i>Fournisseurs</i>	
	Fournisseurs secteur privé - Luxembourg	0,00
	Fournisseurs secteur public - Luxembourg	0,00
	Fournisseurs secteur privé - Etranger	0,00
	Fournisseurs secteur public - Etranger	0,00
	Total :	-0,00
	<i>Ecart de conversion</i>	
	Ecart de conversion	-68.552,61
	Total :	-68.552,61
	TOTAL DES DETTES :	-465.377.437,39
	REPORT DE RESULTAT	-61.473.248,13
	TOTAL DU PASSIF :	-521.197.932,15

PERTES ET PROFITS

CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE		
<i>Intérêts perçus / payés sur comptes bancaires</i>		
	<i>Débit (en EUR)</i>	<i>Crédit (en EUR)</i>
Intérêts débiteurs de la Caisse de Consignation	0,00	
Intérêts créditeurs de la Caisse de Consignation		- 2.018.203,23
Total :		- 2.018.203,23
<i>Frais de gestion des comptes bancaires</i>		
Frais sur comptes bancaires	966,27	
Total :	966,27	
<i>Autres frais</i>		
Autres frais divers	36,17	
Total :	36,17	
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE :		-2.017.200,79
CHARGES ET PRODUITS CALCULES		
<i>Intérêts des consignations individuelles</i>		
Intérêts créditeurs calculés	1.441.597,68	
Intérêts débiteurs calculés		-5.167,94
Total :	1.436.429,74	
<i>Taxe de consignation</i>		
Taxe de consignation		-6.887.171,39
Total :		-6.887.171,39
<i>Contribution aux frais propres de la Caisse</i>		
Frais de garde		0,00
Total :		0,00
TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS CALCULES :		-5.450.741,65
DIFFERENCES DE CHANGE		
Perte de change	14.174.454,53	
Perte de réévaluation – Stock devises	0,00	
Gain de change		-1.053.758,72
Gain de réévaluation – Stock devises		0,00
Total :	13.120.695,81	
TOTAL DES DIFFERENCES DE CHANGE :	13.120.695,81	
SOLDE DU COMPTE PERTES ET PROFITS :	5.652.753,37	

2. Catégories de consignations

La loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État permet de définir cinq catégories de consignations, dont les trois premières sont obligatoires et les deux autres volontaires, à savoir celles déposées en vertu :

- 1) d'une loi ou d'un règlement
- 2) d'une décision judiciaire
- 3) d'une décision administrative
- 4) des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil
- 5) de raisons relatives au créancier.

2.1. Les consignations déposées en vertu d'une loi ou d'un règlement

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la première catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- L001 - Article 813 du Code civil
- L002 - Article 793 du nouveau Code de procédure civile
- L003 - Articles 822, 824 et 875 du nouveau Code de procédure civile (Article 14, 16 et 67 de la loi du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière)
- L004 - Article 479 du Code de commerce
- L005 - Article 12 du titre II.- De la police rurale du décret du 28 septembre – 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale
- L006 - Loi du 31 mars 1796 (11 germinal an IV) qui prescrit l'emploi des effets mobiliers déposés dans les greffes et conciergeries des tribunaux, à l'occasion de procès civils ou criminels terminés par jugement, ou à l'égard desquels l'action est prescrite
- L007 - Loi du 20 décembre 1823 portant que les deniers appartenant à des présumés absents devront être versés dans la caisse des consignations judiciaires
- L008 - Article 2 de la loi du 18 décembre 1855 sur la détention préventive des étrangers (loi abrogée par la loi du 6 mars 2006)
- L009 - Article 148 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L010 - Article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L011 - Article 203-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L012 - Article 30 (5) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil
- L013 - Article 17, paragraphe 8 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

- L014 - Article 8 (5) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat
- L015 - Article 26 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée
- L016 - Article 146 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.
- L017 - Article 42 (8) de la loi modifiée du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier et Article 61 (8) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
- L018 - Article 1 (4) du règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la Caisse de Consignation et le tarif pour la taxe de consignation.
- L019 - Article 16 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- L020 - Articles 80 alinéa 2 et 287 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires
- L021 - Article 10 de la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance
- L022 - Article 1601-9 du Code civil
- L023 - Article 8 (2) de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur
- L024 - Article 92 (7) de la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep
- L025 - Article 7 (1) du règlement grand-ducal du 29 août 2003 relatif aux avertissements taxés et aux consignations en matière de navigation intérieure
- L026 - Article 60-6 (1.) de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- L027 - Article 35 de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation
- L028 - Article 19 (4) de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque
- L029 - Article 50 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés
- L030 - Article 12 de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac
- L031 - Article 66bis. (4) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

L032 - Article 4 (8) de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier.

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

2.2. Les consignations déposées en vertu d'une décision judiciaire

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la deuxième catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a également ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

J001 - Article 258 (2) premier tiret du nouveau Code de procédure civile

J002 - Articles 467 et 476 du nouveau Code de procédure civile

J003 - Article 703 du nouveau Code de procédure civile

J004 - Article 59 du Code d'instruction criminelle

J005 - Article 67. (2) du Code d'instruction criminelle

J006 - Articles 120 et 122 du Code d'instruction criminelle

J007 - Article 40 du décret du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais

J008 - Articles 28 et 35 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes

J009 - Articles 29 et 36 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique

J010 - Article 244 du nouveau Code de procédure civile

J011 - Article 115 du nouveau Code de procédure civile

J012 - Article 14, avant-dernier alinéa de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

J013 - Article 14, dernier alinéa de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

J014 - Article 1963 du Code civil

J015 - Article 31. (5) du Code d'instruction criminelle

J016 - Article 197-2. (2) du Code d'instruction criminelle

- J017 - Article 107 du Code d’instruction criminelle
- J018 - Article 356 alinéa 3 du Code de commerce
- J019 - Articles 107, 120 et 122 du Code d’instruction criminelle
- J020 - Article 726 du nouveau Code de procédure civile
- J021 - Exécution d’une décision de la Justice

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

2.3. Les consignations déposées en vertu d’une décision administrative

Une rubrique spécifique a été attribuée respectivement aux ministères et aux administrations désireuses de déposer régulièrement des consignations administratives. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- A001 - Trésorerie de l’État
- A002 - Ministère des Affaires Etrangères et de l’Immigration - Direction de l’Immigration
- A003 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, respectivement de l’Administration des Ponts et Chaussées
- A004 - Administration de l’Enregistrement et des Domaines
- A005 - Ministère de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- A006 - Ministère des Affaires Etrangères et de l’Immigration
- A007 - Inspection Générale de la Sécurité Sociale
- A008 - Administration des Douanes et Accises
- A009 - Administration judiciaire
- A010 - Administration de l’Environnement
- A011 - Administration des Contributions directes
- A012 - Consignations administratives occasionnelles d’autres Ministères, Administrations et Services Publics
- A013 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, Administration des Bâtiments publics

Les autres ministères, administrations et services étatiques ou communaux, susceptibles de prendre régulièrement une décision administrative en matière de consignation se verront attribuer une rubrique spécifique.

2.4. Les consignations déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil

Les consignations volontaires déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 de la catégorie 4 ne donnent pas lieu à une subdivision en rubriques.

2.5. Les consignations déposées pour des raisons relatives au créancier

Une rubrique collective a été retenue pour les sociétés, les établissements et les banques, qui déposent des consignations occasionnelles pour se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier. Une rubrique spécifique est attribuée à chaque société, établissement ou banque désireux de déposer régulièrement des consignations dans la catégorie 5. Les rubriques retenues sont les suivantes :

0002 - Rubrique collective

0012 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service des CCP

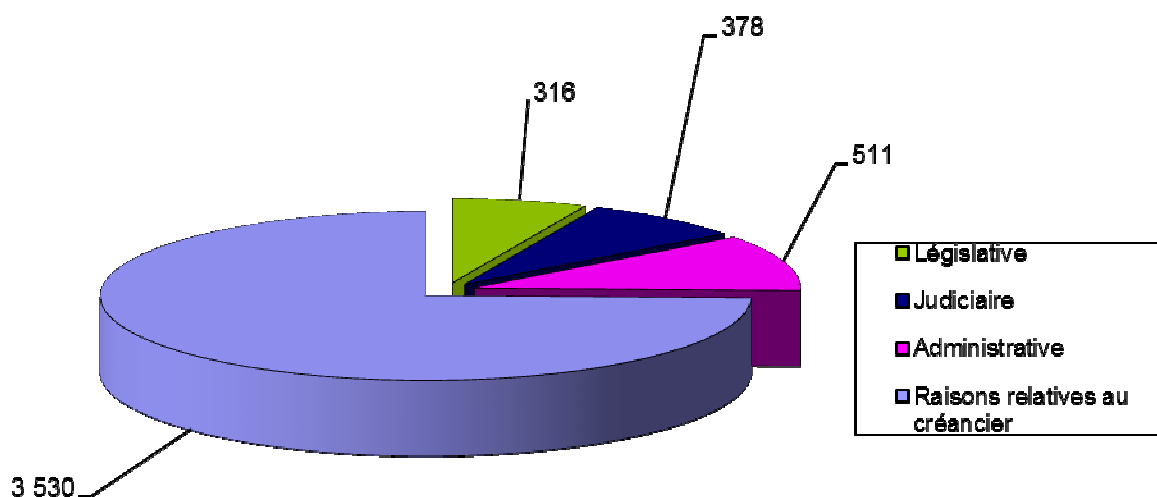
0022 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service Comptabilité

3. Inventaire des consignations

3.1. Nombre de consignations déposées au cours de l'exercice 2014

Le nombre des consignations déposées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	316
Judiciaire :	378
Administrative :	511
Raisons relatives au créancier :	3.530
Nombre total des consignations déposées :	4.735



La répartition des consignations déposées au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
L001	13
L004	91
L009	1
L010	44
L013	5
L015	11

L016	78
L017	1
L018	23
L019	6
L020	14
L022	1
L023	27
L032	1

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
---	-------------------------------------

J001	6
J002	11
J003	1
J004	214
J005	18
J006	62
J013	15
J015	49
J021	2

Rubrique des consignations administratives	Nombre des Consignations
---	-------------------------------------

A001	53
A003	11
A004	13
A008	173
A011	261

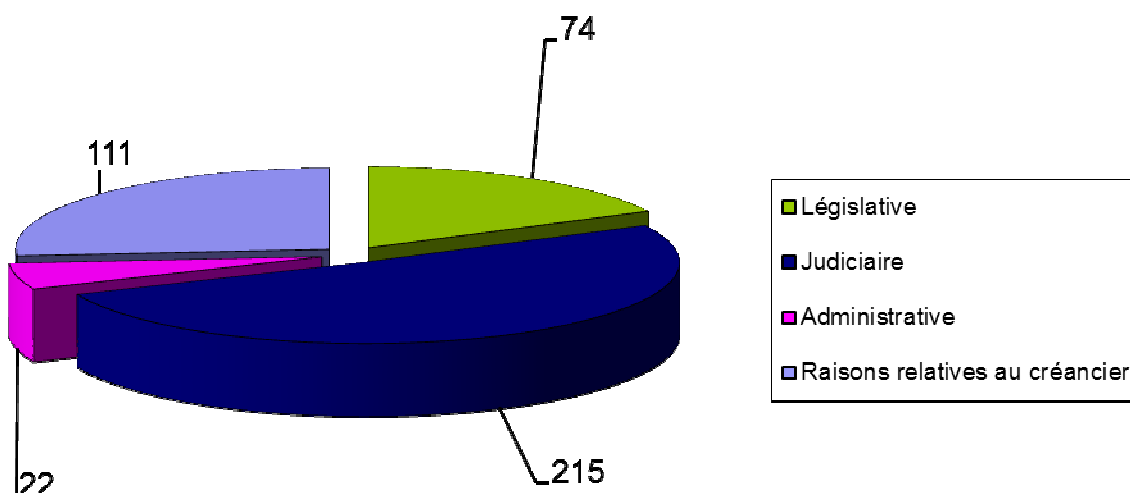
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
--	-------------------------------------

0002	3.189
0012	328
0022	13

3.2. Nombre de consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014

Le nombre des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	74
Judiciaire :	215
Administrative :	22
Raisons relatives au créancier :	111
Nombre total des consignations restituées :	422



La répartition des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
L004	3
L010	2
L013	3
L015	3
L016	17
L018	1
L023	45

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des consignations
---	---------------------------------

J001	1
J002	8
J003	1
J004	159
J005	12
J006	18
J015	14
J017	1
J019	1

Rubrique des consignations administratives	Nombre des consignations
---	---------------------------------

A001	15
A003	2
A004	1
A011	4

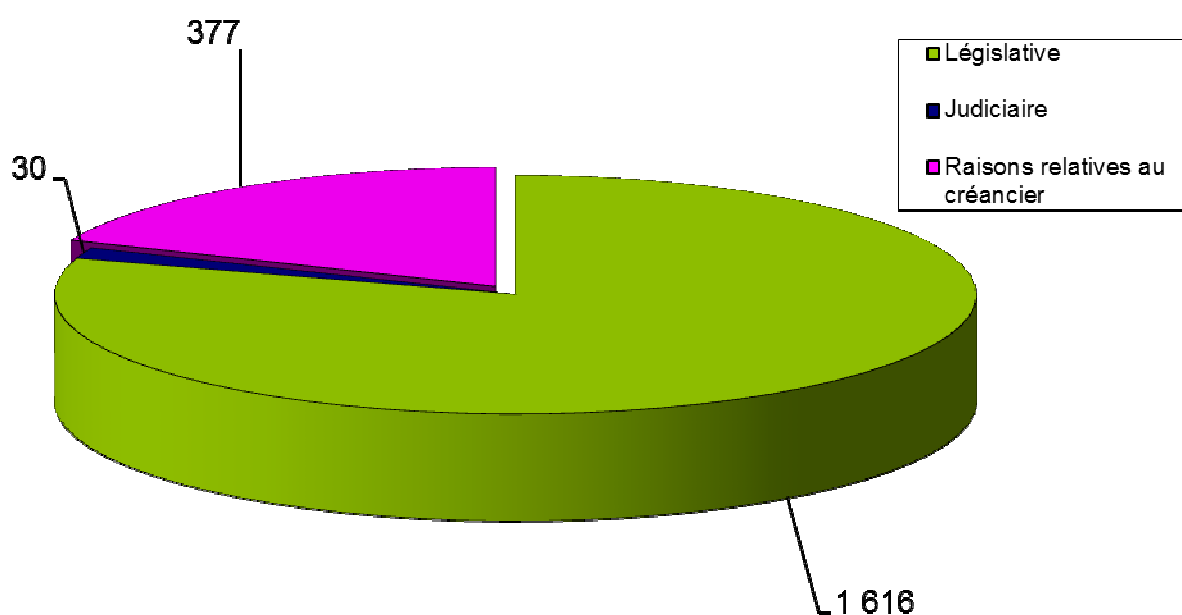
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
--	---------------------------------

0002	107
0012	4

3.3. Nombre de restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2014

Le nombre des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des restitutions partielles
Législative :	1.616
Judiciaire :	30
Raisons relatives au créancier :	377
Nombre total des restitutions partielles :	2.023



La répartition des restitutions partielles au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
L004	32
L009	1
L015	1
L016	1.410
L017	143
L023	29

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
--	--------------------------

J002	10
J005	18
J015	1
J021	1

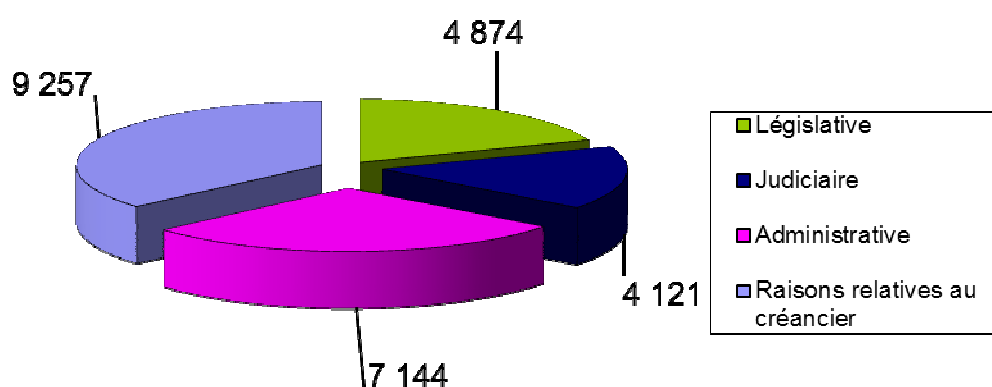
Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
---	--------------------------

0002	377
------	-----

3.4. Nombre de consignations en dépôt au 31 décembre 2014

Le nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Nombre des consignations
Législative :	4.874
Judiciaire :	4.121
Administrative :	7.144
Raisons relatives au créancier :	9.257
Nombre total des consignations en dépôt :	25.396



La répartition du nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Nombre des consignations
--	-------------------------------------

L001	146
L002	1
L004	600
L006	4
L008	746
L009	20
L010	247
L013	527
L014	17
L015	69
L016	1.122
L017	57
L018	519
L019	97
L020	131
L022	2
L023	564
L028	1
L031	2
L032	2

Rubrique des consignations judiciaires	Nombre des Consignations
---	-------------------------------------

J001	39
J002	156
J003	6
J004	2.190
J005	199
J006	316
J007	11
J008	1
J010	1
J012	1
J013	58
J015	1.127
J016	1
J017	4
J018	4
J019	5
J021	2

Rubrique des consignations administratives	Nombre des Consignations
---	---------------------------------

A001	907
A002	47
A003	143
A004	1.606
A005	15
A006	1
A007	10
A008	804
A009	4
A010	9
A011	3.593
A012	5

Rubrique des raisons relatives au créancier	Nombre des Consignations
--	---------------------------------

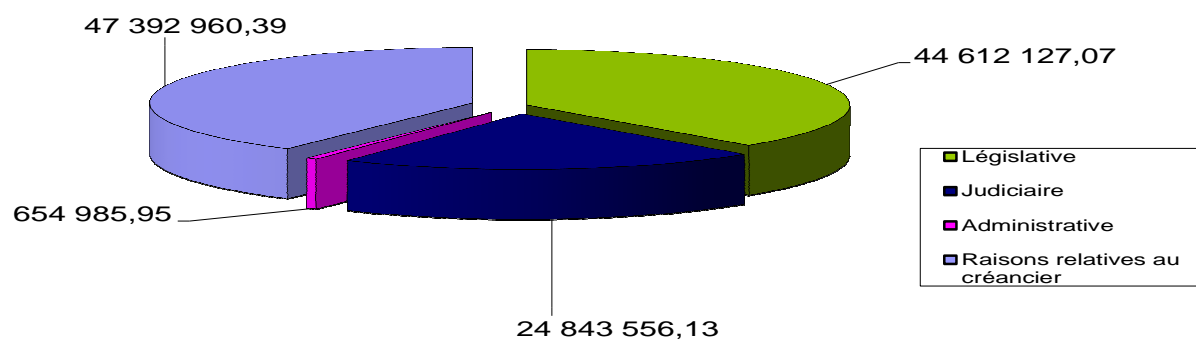
0002	5.471
0012	2.236
0022	1.550

3.5. Valeur comptable des consignations déposées au cours de l'exercice 2014

Par valeur comptable d'une consignation il a lieu d'entendre la valeur des biens consignés au moment du dépôt. Sur base de cette valeur, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule les frais de garde forfaitaires et la taxe de consignation.

La valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	44.612.127,07
Judiciaire :	24.843.556,13
Administrative :	654.985,95
Raisons relatives au créancier :	47.392.960,39
Valeur comptable totale :	117.503.629,54



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
--	--------------------------------------

L001	278.842,96
L004	1.223.599,95
L009	180.147,10
L010	2.331.533,97
L013	4.880,00
L015	246.075,00
L016	28.307.141,36
L017	4.013.091,16
L018	102.042,45
L019	1.450,00
L020	5.116,07
L022	570.888,02
L023	10.562,14
L032	7.336.756,89

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

J001	80.000,00
J002	1.015.970,00
J003	56.963,83
J004	110.475,00
J005	16.009.866,03
J006	97.300,00
J013	25.945,00
J015	33.571,08
J021	7.413.465,19

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

A001	69.628,03
A003	9.555,00
A004	52.601,50
A008	62.105,08
A011	461.096,34

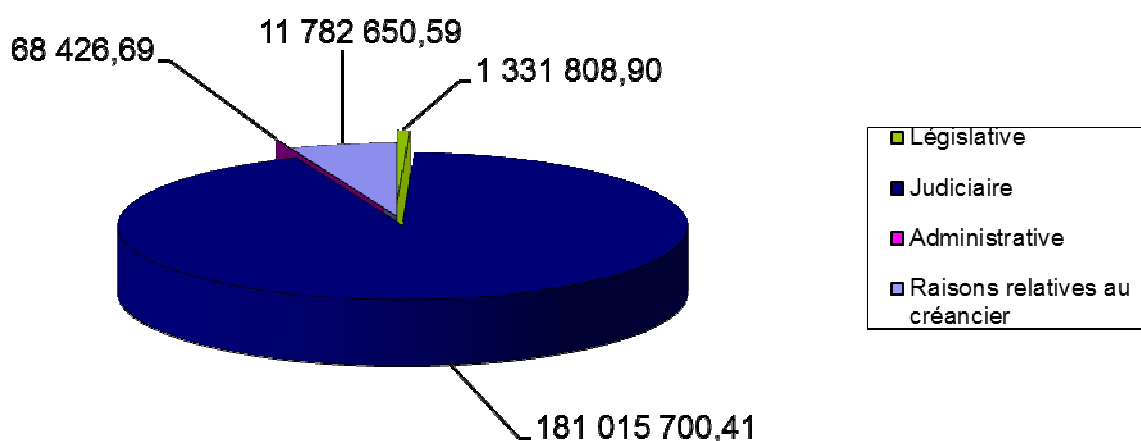
Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	--------------------------------------

0002	47.032.137,81
0012	359.364,27
0022	1.458,31

3.6. Valeur comptable des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014

La valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	1.331.808,90
Judiciaire :	181.015.700,41
Administrative :	68.426,69
Raisons relatives au créancier :	11.782.650,59
Valeur comptable totale :	194.198.586,59



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L004	90.119,73
L010	281.600,13
L013	4.280,00
L015	9.250,00
L016	220.356,46
L018	296,23
L023	725.906,35

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	----------------------------------

J001	5.000,00
J002	12.400,00
J003	4.806,51
J004	71.051,84
J005	180.793.190,50
J006	57.700,00
J015	41.051,56
J017	30.000,00
J019	500,00

Rubrique des consignations administratives	Valeur comptable (en EUR)
---	----------------------------------

A001	58.547,62
A003	1.000,00
A004	460,49
A011	8.418,58

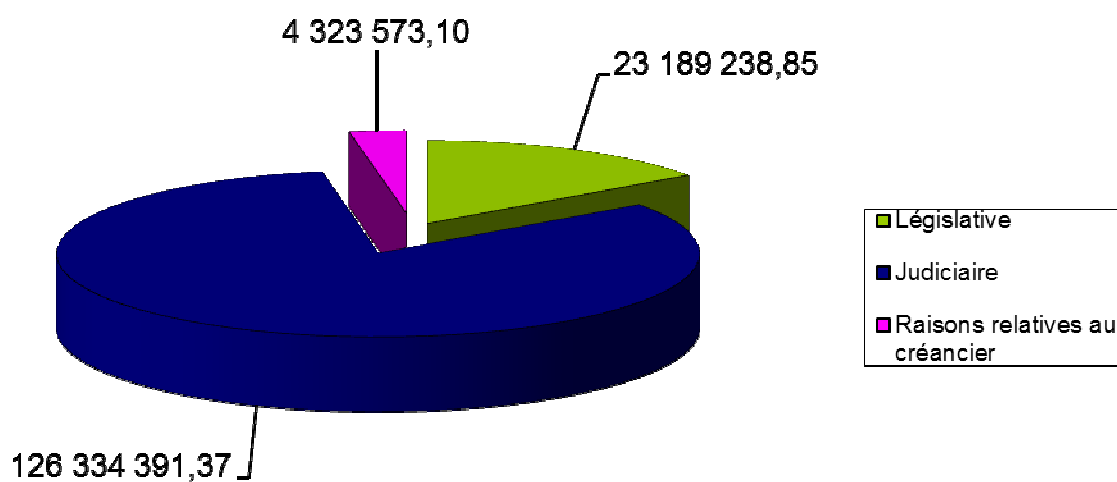
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
--	----------------------------------

0002	11.739.334,34
0012	43.316,25

3.7. Valeur comptable des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2014

La valeur comptable en euros des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	23.189.238,85
Judiciaire :	126.334.391,37
Raisons relatives au créancier :	4.323.573,10
Valeur comptable totale :	153.847.203,32



La répartition de la valeur comptable en euros des restitutions partielles au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
---	---------------------------

L004	5.163.435,38
L009	25,92
L015	20.000,00
L016	17.506.094,85
L017	378.009,51
L023	121.673,19

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
--	---------------------------

J002	463.068,27
J005	125.765.365,87
J015	193,52
J021	105.763,71

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
---	---------------------------

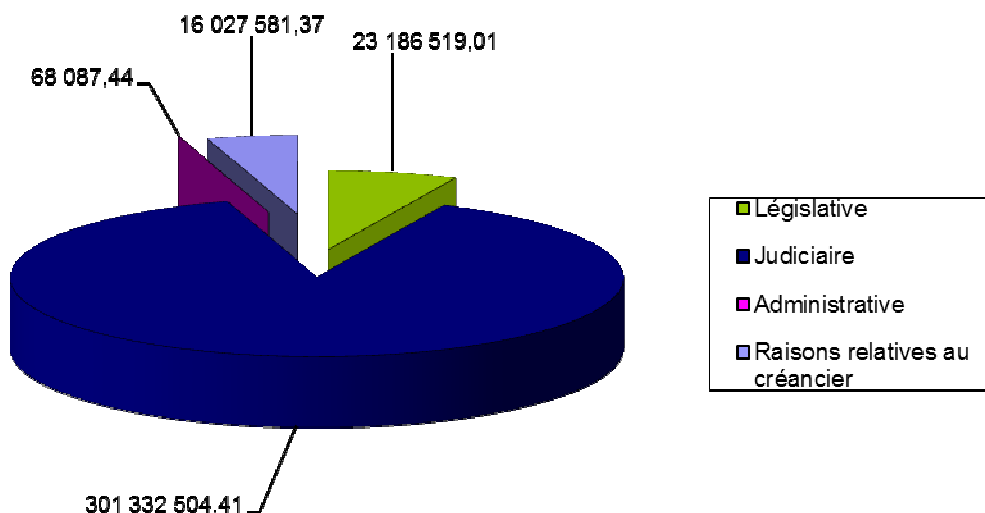
0002	4.323.573,10
------	--------------

3.8. Valeur (nette) d'inventaire des restitutions effectuées au cours de l'exercice 2014

Par valeur (nette) d'inventaire d'une consignation il y a lieu d'entendre les soldes des comptes internes de la consignation destinés à recueillir la comptabilisation de la valeur des biens consignés au moment du dépôt ou des sommes acquises en lieu et place de ces biens, des fruits et produits, des frais de garde et de la taxe de consignation. Sur base des soldes de ces comptes, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule pour les comptes qui portent sur des sommes d'argent les intérêts dus à la consignation.

La valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions effectuées au cours de l'exercice 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
Législative :	23.186.519,01
Judiciaire :	301.332.504,41
Administrative :	68.087,44
Raisons relatives au créancier :	16.027.581,37
Valeur (nette) d'inventaire totale :	340.614.692,23



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions au cours de l'exercice 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

L004	5.179.398,99
L009	25,88
L010	279.754,84
L013	4.280,00
L015	28.613,46
L016	16.520.486,49
L017	363.889,23
L018	294,89
L023	809.775,23

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

J001	4.991,79
J002	472.271,17
J003	4.600,98
J004	69.542,74
J005	300.549.161,77
J006	56.108,73
J015	40.206,76
J017	29.369,81
J019	486,95
J021	105.763,71

Rubrique des consignations administratives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

A001	58.264,73
A003	992,76
A004	451,33
A011	8.378,62

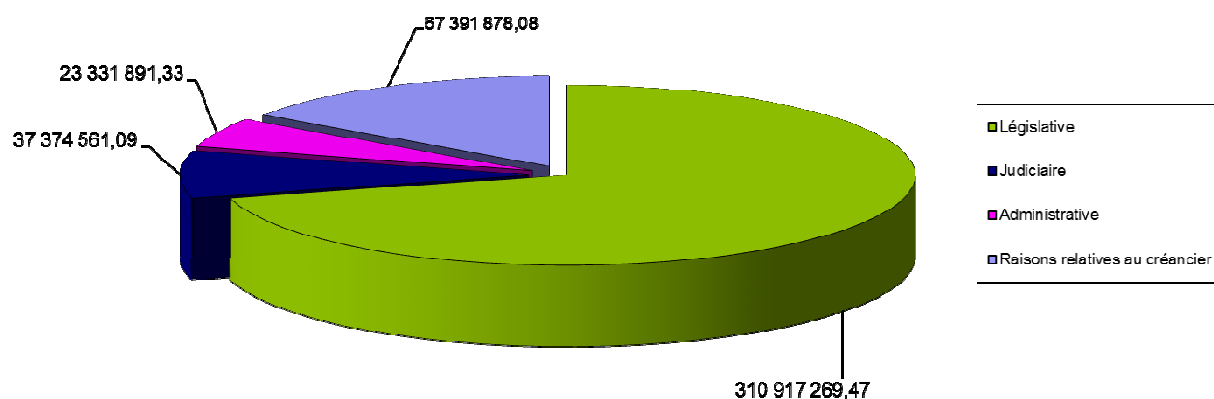
Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

0002	15.984.471,50
0012	43.109,87

3.9. Valeur comptable des consignations en dépôt au 31 décembre 2014

La valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)
Législative :	310.917.269,47
Judiciaire :	37.374.561,09
Administrative :	23.331.891,33
Raisons relatives au créancier :	67.391.878,08
Valeur comptable totale :	439.015.599,97



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur comptable (en EUR)
L001	4.027.128,79
L002	12.992,09
L004	6.516.243,58
L006	6.821,34
L008	359.006,06
L009	1.400.676,87
L010	7.283.474,58

L013	173.228,22
L014	561.318,95
L015	1.058.715,00
L016	178.525.233,23
L017	90.345.572,32
L018	334.582,81
L019	25.411,95
L020	17.338,29
L022	29.897,22
L023	5.763.963,96
L028	562.907,32
L031	20.000,00
L032	13.892.756,89

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur comptable (en EUR)
---	----------------------------------

J001	334.376,97
J002	731.544,25
J003	672.262,31
J004	881.077,19
J005	25.128.959,20
J006	1.181.464,19
J007	91.150,71
J008	100.858,44
J010	4.000,00
J012	2.478,94
J013	69.998,61
J015	782.062,88
J016	4.106,51
J017	46.500,00
J018	29.919,41
J019	6.100,00
J021	7.307.701,48

Rubrique des consignations administratives	Valeur comptable (en EUR)
---	----------------------------------

A001	5.006.845,34
A002	72.681,76
A003	130.391,43
A004	901.263,84
A005	9.910,27
A006	1.193,83
A007	56.177,21
A008	86.579,02
A009	3.651,55

A010	41.210,50
A011	4.924.607,94
A012	12.097.378,64

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur comptable (en EUR)
---	---------------------------

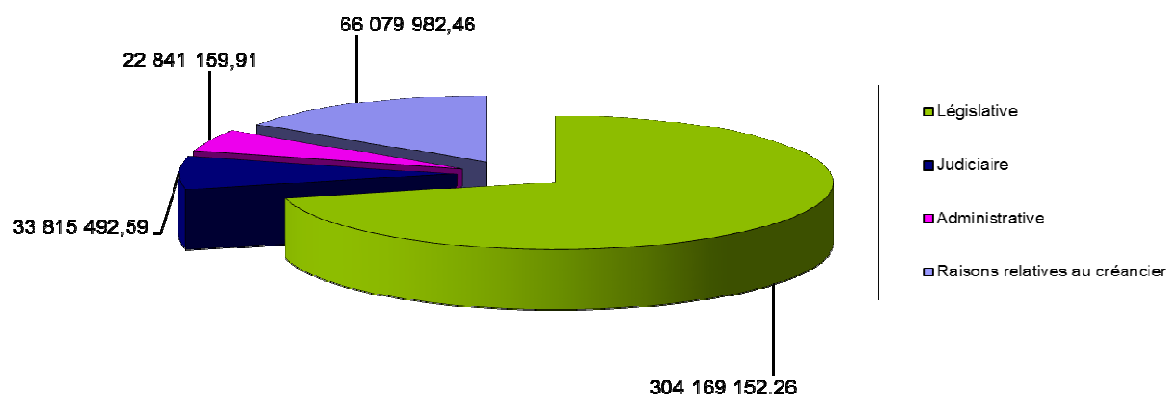
0002	66.293.766,36
0012	920.462,19
0022	177.649,53

Il y a lieu de noter que 167.208,99 EUR sont à ventiler à la valeur comptable des consignations en dépôt. Ce montant est dû à des écritures comptables ne se référant pas à des consignations, telles les différences de change générées lors de rapprochements par exemple.

3.10. Valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt au 31 décembre 2014

La valeur (nette) d'inventaire en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
Législative :	304.169.152,26
Judiciaire :	33.815.492,59
Administrative :	22.841.159,91
Raisons relatives au créancier :	66.079.982,46
Valeur (nette) d'inventaire totale :	426.905.787,22



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2014 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

Rubrique des consignations législatives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

L001	3.904.772,30
L002	12.737,24
L004	6.355.031,43
L006	6.748,42
L008	356.701,39
L009	1.356.194,38
L010	7.087.117,84
L013	171.409,33
L014	546.937,15
L015	1.040.751,23
L016	174.014.410,45
L017	88.970.917,26
L018	331.282,61
L019	24.915,80
L020	16.819,60
L022	29.374,03
L023	5.559.820,56
L028	557.374,36
L031	18.833,84
L032	13.807.003,04

Rubrique des consignations judiciaires	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

J001	326.819,72
J002	719.530,35
J003	647.442,79
J004	859.644,90
J005	21.606.102,39
J006	1.158.705,68
J007	89.642,33
J008	98.135,63
J010	3.894,04
J012	2.568,04
J013	69.346,15
J015	760.124,00
J016	3.950,77
J017	43.482,19
J018	28.787,82

J019	5.939,13
J021	7.391.376,66

Rubrique des consignations administratives	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
---	---

A001	4.971.935,45
A002	71.764,40
A003	126.777,60
A004	886.504,49
A005	9.644,20
A006	1.184,48
A007	55.067,47
A008	86.027,82
A009	3.339,32
A010	39.745,57
A011	4.835.456,69
A012	11.753.712,42

Rubrique des raisons relatives au créancier	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)
--	---

0002	65.004.969,09
0012	902.814,51
0022	172.198,86

Comme pour la valeur comptable, il y a lieu de noter que 165.835,09 EUR sont à imputer aux différentes catégories de consignations. Ce montant provient d'écritures ne se référant pas à des consignations particulières. Ces opérations sont constituées des résultats de change par exemple.

La partie de la valeur (nette) d'inventaire des Consignations en dépôt en dépôt au 31 décembre 2014 constituée de devises hors de la zone euro se répartit comme suit :

Consignations libellées en	Valeur (nette) d'inventaire
AUD	241.691,78
CAD	628.049,06
CHF	1.153.581,11
CZK	136.371,17
DKK	2.015.138,07
EUR	254.384.288,66
GBP	9.014.545,82
HKD	220.057,71
JPY	15.332.192,00
NOK	13.129.986,45
NZD	31.440,52
PLN	8.434,77

SEK	5.740.376,19
SGD	2.683.498,12
THB	10.999.254,64
USD	198.973.592,32
ZAR	1.401.803,58

La Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, ne court aucun risque de change du fait que toutes les dettes libellées en devises sont intégralement couvertes par des avoirs dans chaque devise concernée.

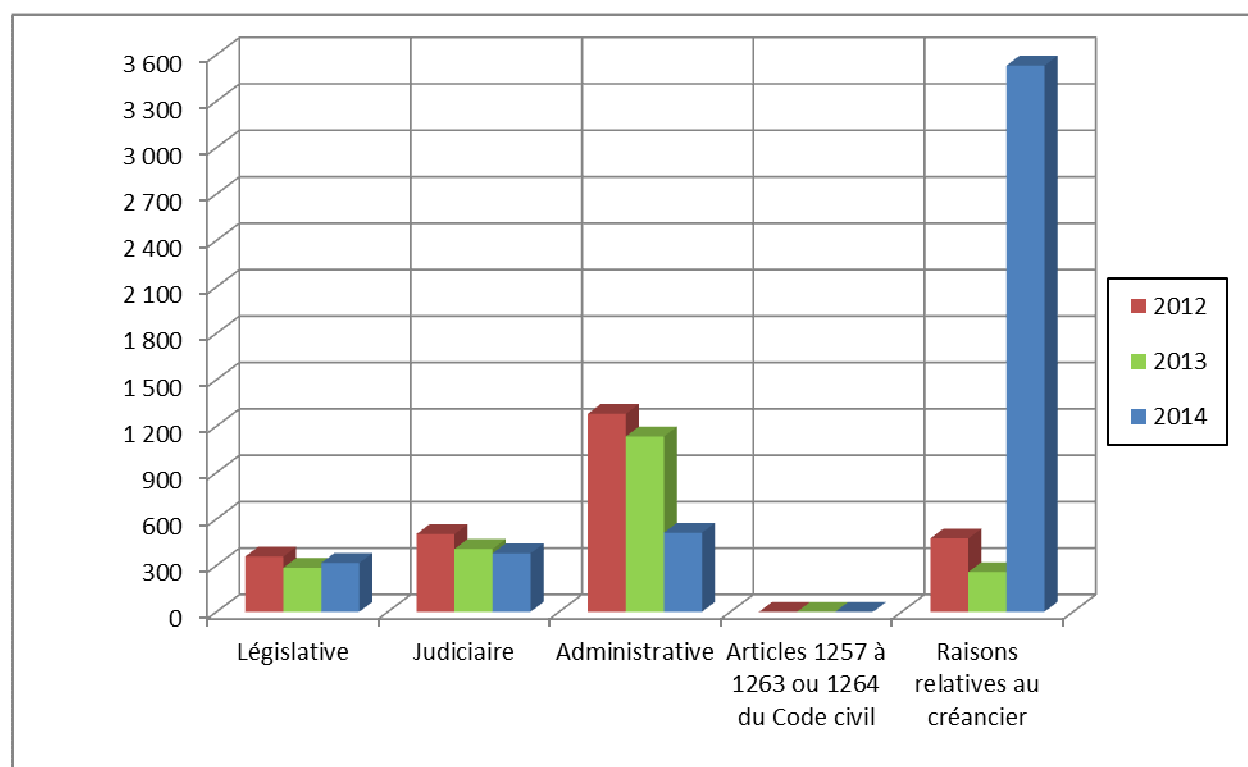
En ce qui concerne le compte bancaire BCEE en USD 5121001000 du Bilan 2014, le solde sur le compte courant au 31.12.2014 s'élève à USD 1.247.162,27. La contrevaletur en EUR se situe à 5.407.569,13-. Ce solde négatif en EUR provient de la réévaluation des sorties en USD importantes qui ont eu lieu en 2014. Ces mouvements, entraînant des différences de change, ont généré une perte de change qui s'élève pour 2014 à EUR 14.174.454,53. Il y a lieu de noter que ces différences ne sont que des différences théoriques qui n'impactent pas la trésorerie de la Caisse de Consignation, puisque cette dernière gère les consignations en devise et non pas en EUR.

4. Comparaisons des 3 derniers exercices clôturés

4.1. Nombre de consignations déposées

La comparaison du nombre des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

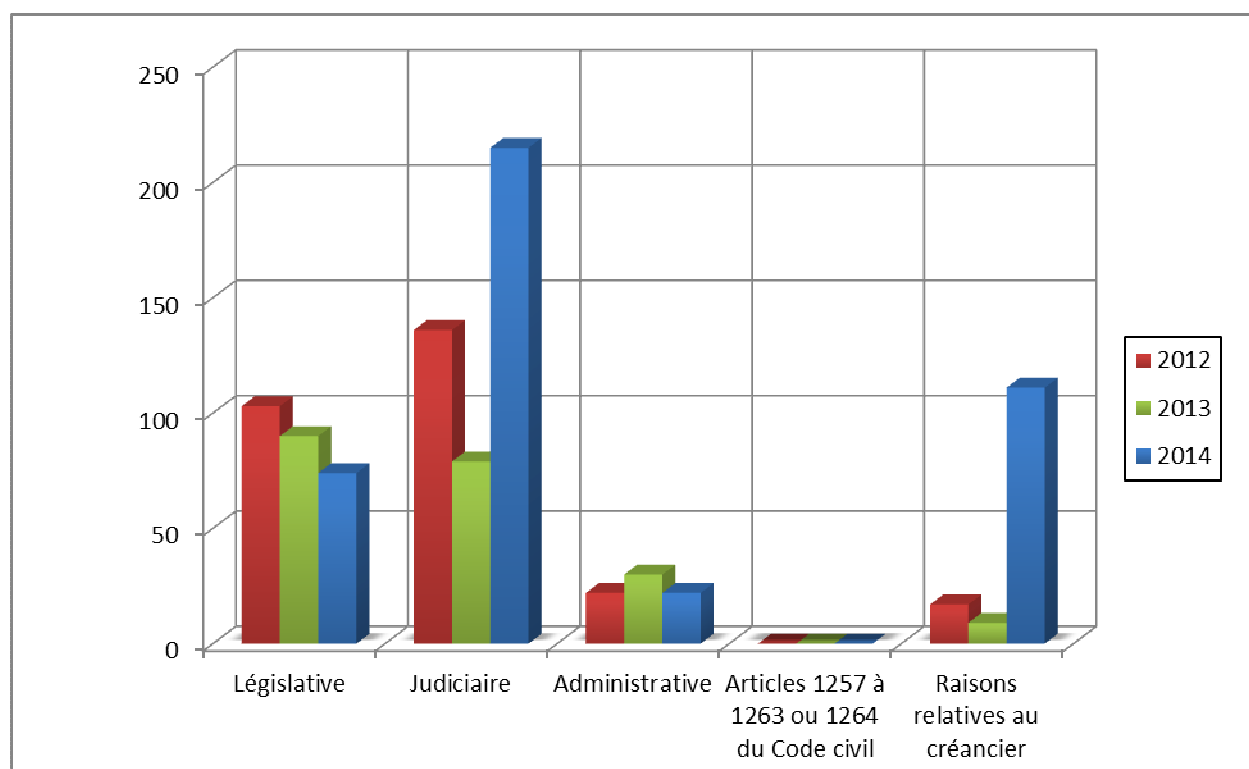
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	357	284	316
Judiciaire :	502	406	378
Administrative :	1.279	1.133	511
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	474	257	3.530
Nombre total des consignations déposées :	2.612	2.080	4.735



4.2. Nombre de consignations restituées intégralement

La comparaison du nombre des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

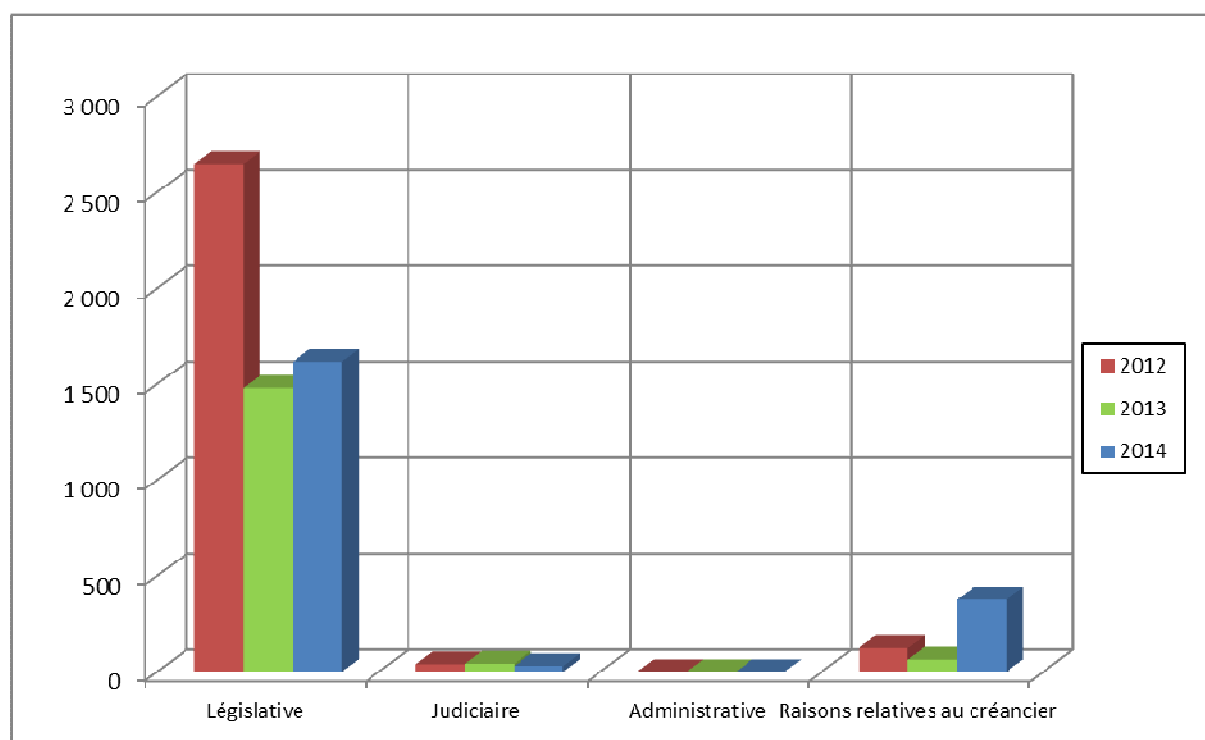
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	103	90	74
Judiciaire :	136	79	215
Administrative :	22	30	22
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	17	9	111
Nombre total des consignations restituées :	278	208	422



4.3. Nombre de restitutions partielles

La comparaison du nombre des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

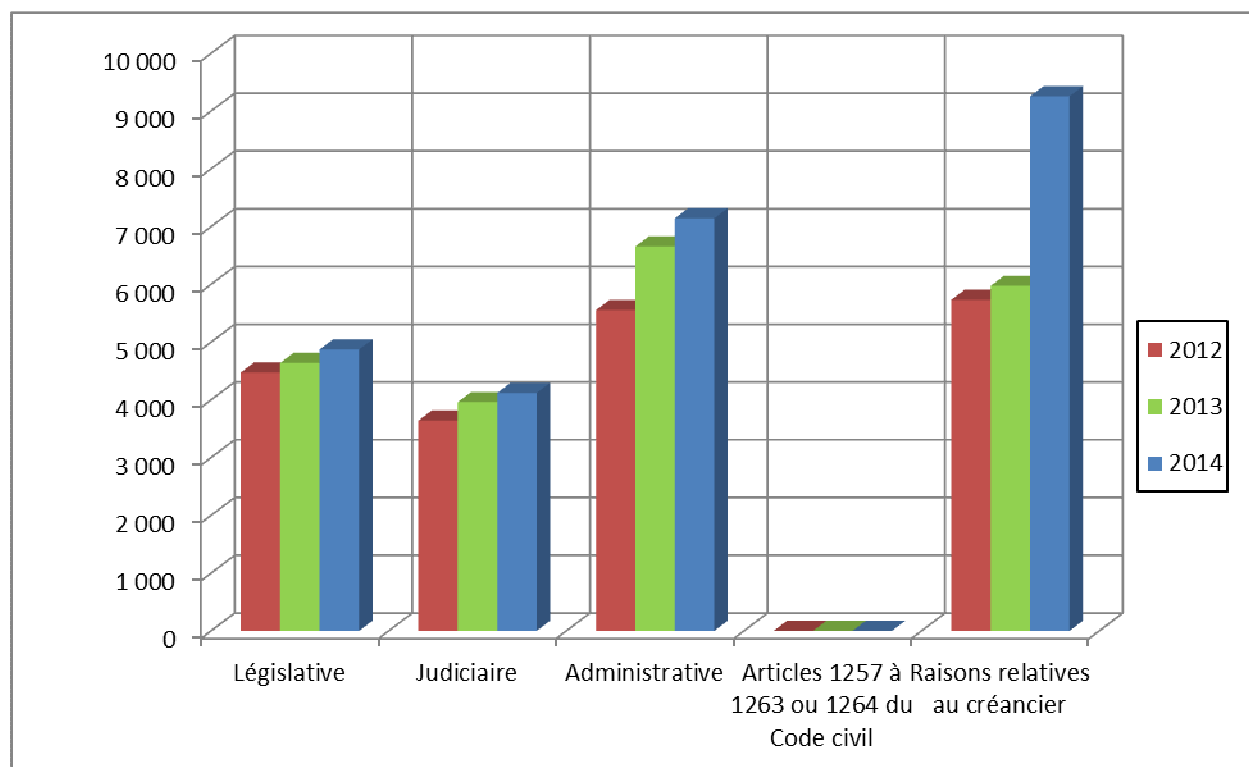
Catégorie des consignations	Nombre des restitutions partielles		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	2.645	1.479	1.616
Judiciaire :	40	43	30
Administrative :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	122	64	377
Nombre total des restitutions partielles :	2.807	1.586	2.023



4.4. Nombre de consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison du nombre des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

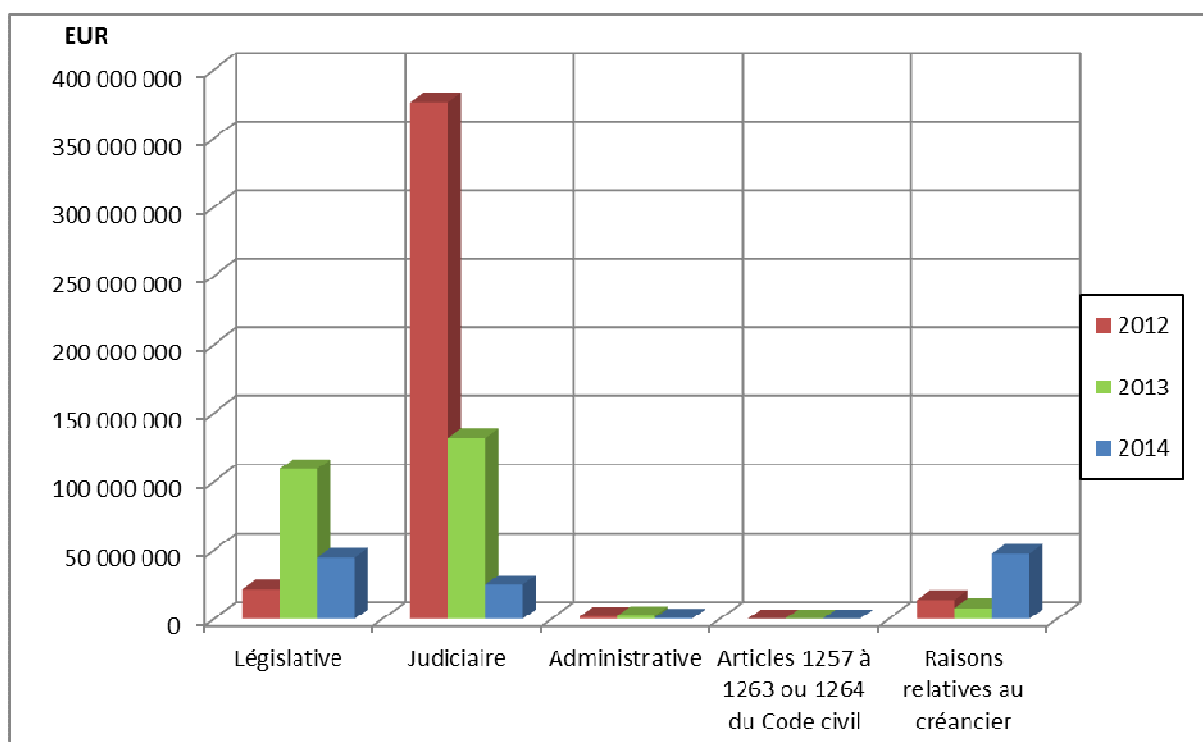
Catégorie des consignations	Nombre des consignations		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	4.473	4.639	4.874
Judiciaire :	3.640	3.961	4.121
Administrative :	5.552	6.655	7.144
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0	0	0
Raisons relatives au créancier :	5.730	5.973	9.257
Nombre total des consignations en dépôt :	19.395	21.228	25.396



4.5. Valeur comptable des consignations déposées

La comparaison de la valeur comptable des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

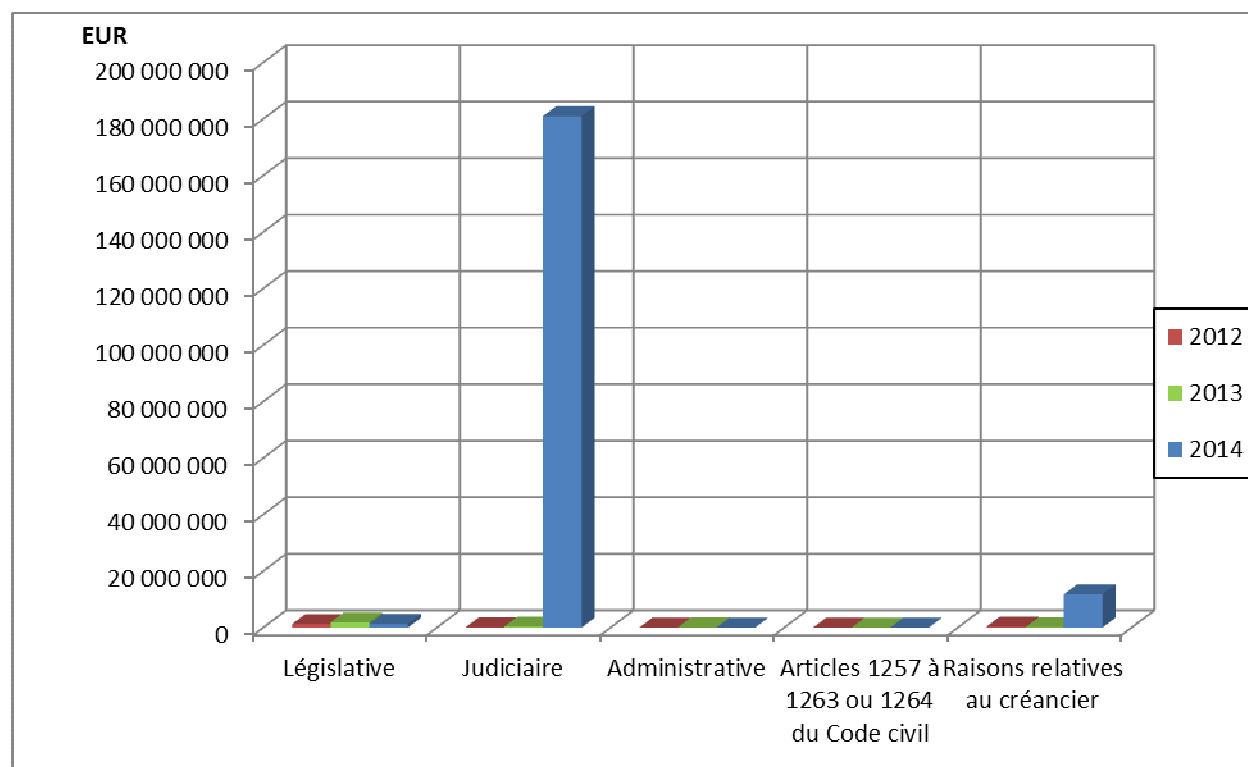
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	21.307.954,85	109.250.784,15	44.612.127,07
Judiciaire :	375.982.204,25	131.388.610,53	24.843.556,13
Administrative :	1.859.619,87	2.266.375,24	654.985,95
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	13.803.247,57	8.014.208,18	47.392.960,39
Valeur comptable totale :	412.953.026,54	250.919.978,10	117.503.629,54



4.6. Valeur comptable des consignations restituées intégralement

La comparaison de la valeur comptable des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

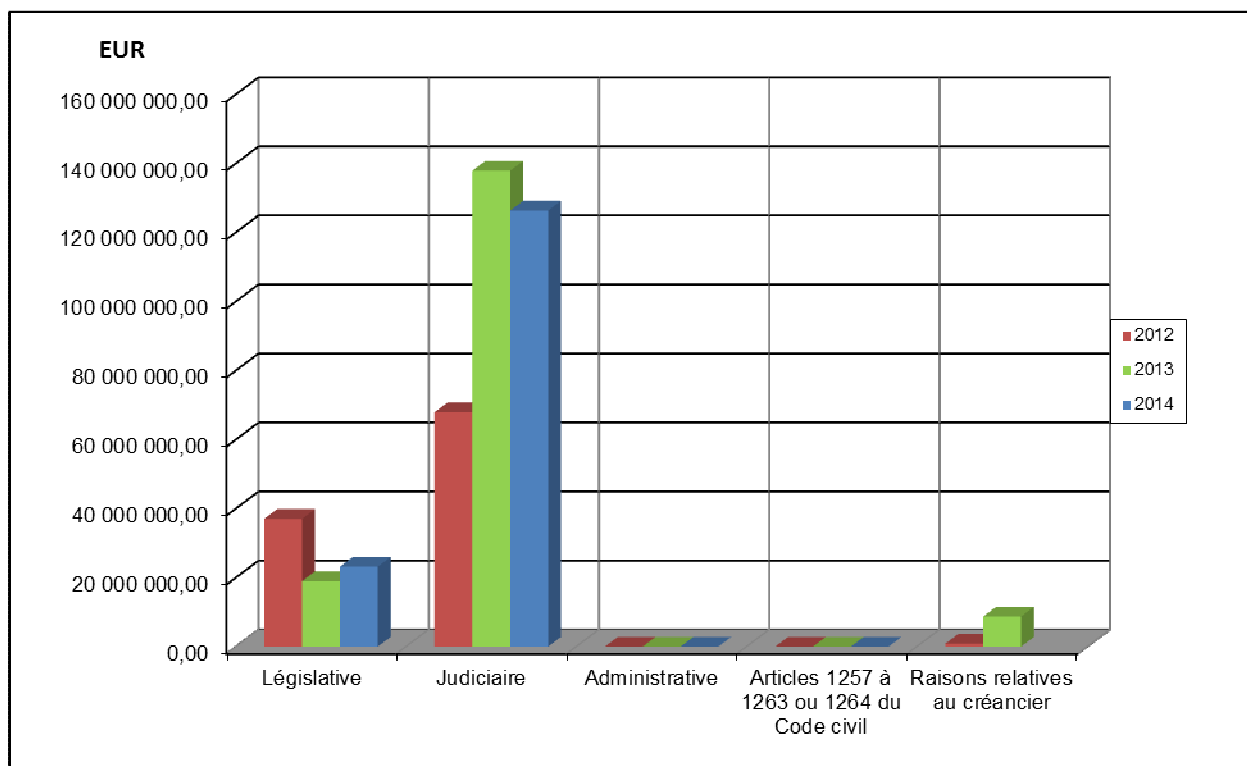
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	1.287.385,61	1.887.191,66	1.331.808,90
Judiciaire :	164.455,85	390.005,80	181.015.700,41
Administrative :	61.294,95	109.994,01	68.426,69
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	416.558,66	117.472,85	11.782.650,59
Valeur comptable totale :	1.929.695,07	2.504.664,32	194.198.586,59



4.7. Valeur comptable des restitutions partielles

La comparaison de la valeur comptable des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

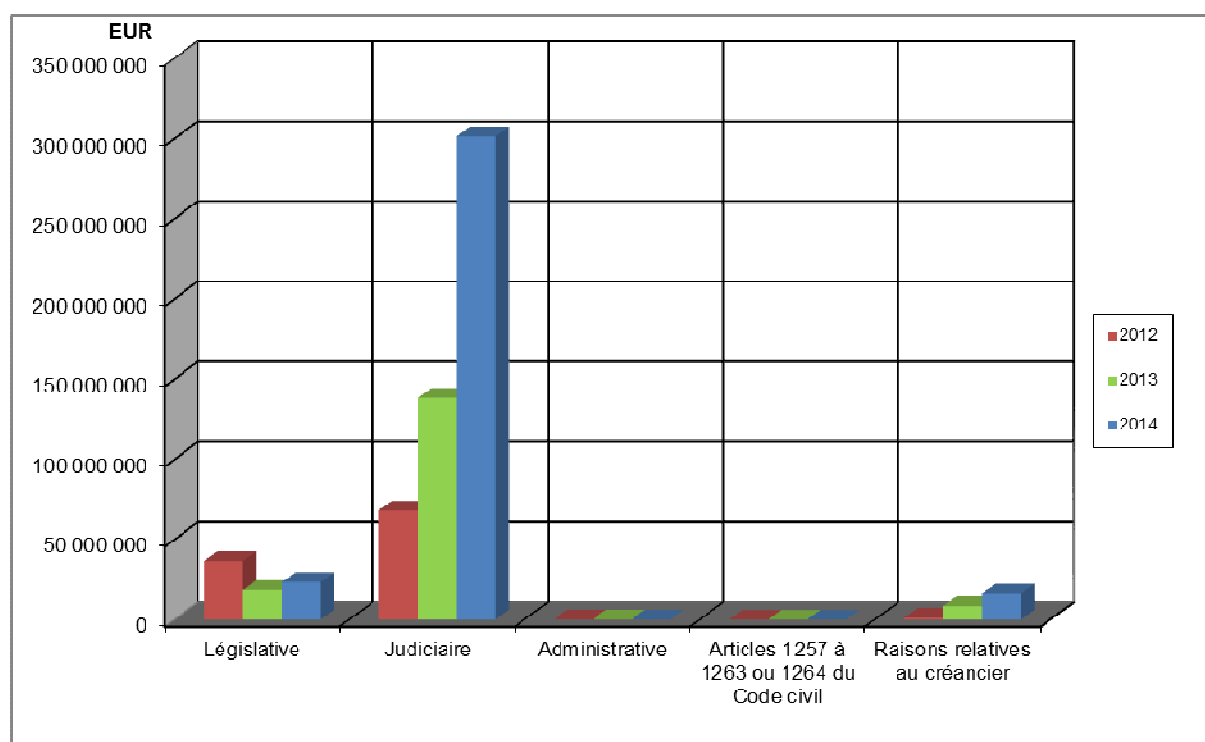
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	37.043.947,26	18.979.570,38	23.189.238,85
Judiciaire :	67.902.451,11	137.903.006,10	126.334.391,37
Administrative :	0,00	0,00	0,00
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	895.579,53	8.731.875,93	4.323.573,10
Valeur comptable totale :	105.841.977,90	165.614.452,41	153.847.203,32



4.8. Valeur (nette) d'inventaire des restitutions

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des restitutions effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

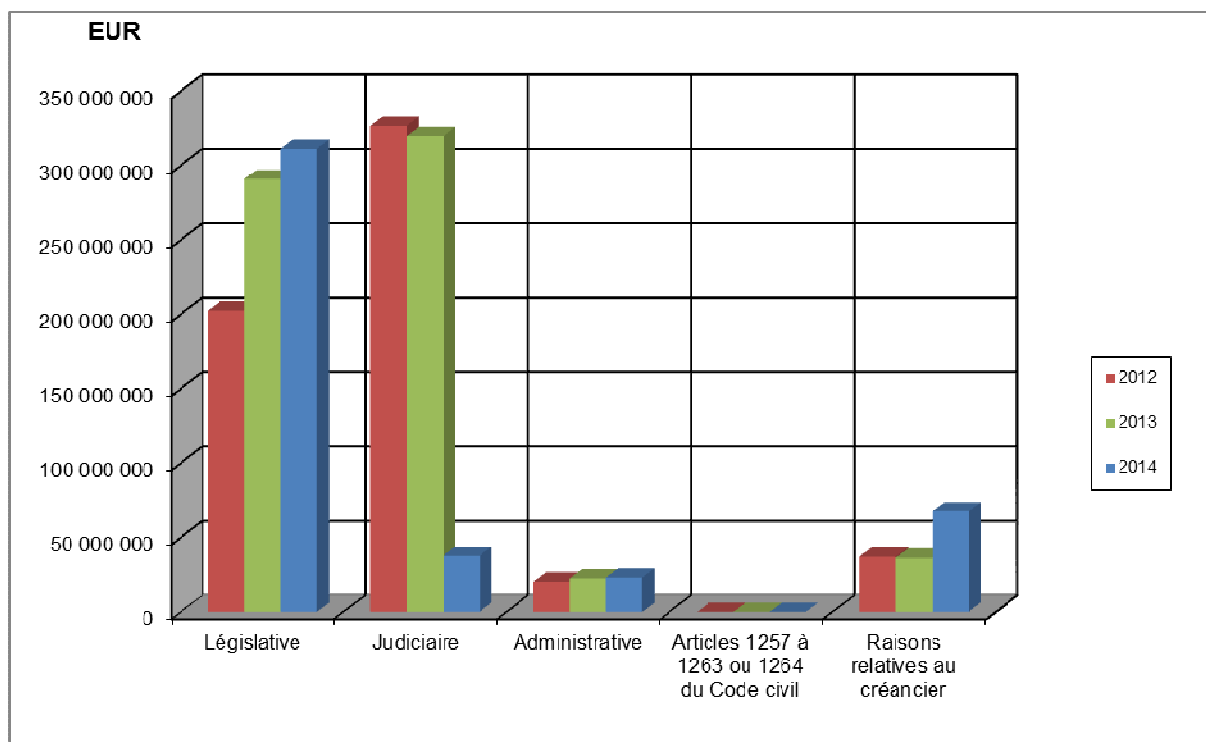
Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	36.380.356,76	18.152.740,29	23.186.519,01
Judiciaire :	67.942.262,22	138.031.418,39	301.332.504,41
Administrative :	60.918,61	108.600,94	68.087,44
Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	1.116.635,64	8.560.764,96	16.027.581,37
Valeur (nette) d'inventaire totale :	105.500.173,23	164.853.524,58	340.614.692,23



4.9. Valeur comptable des consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison de la valeur comptable des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

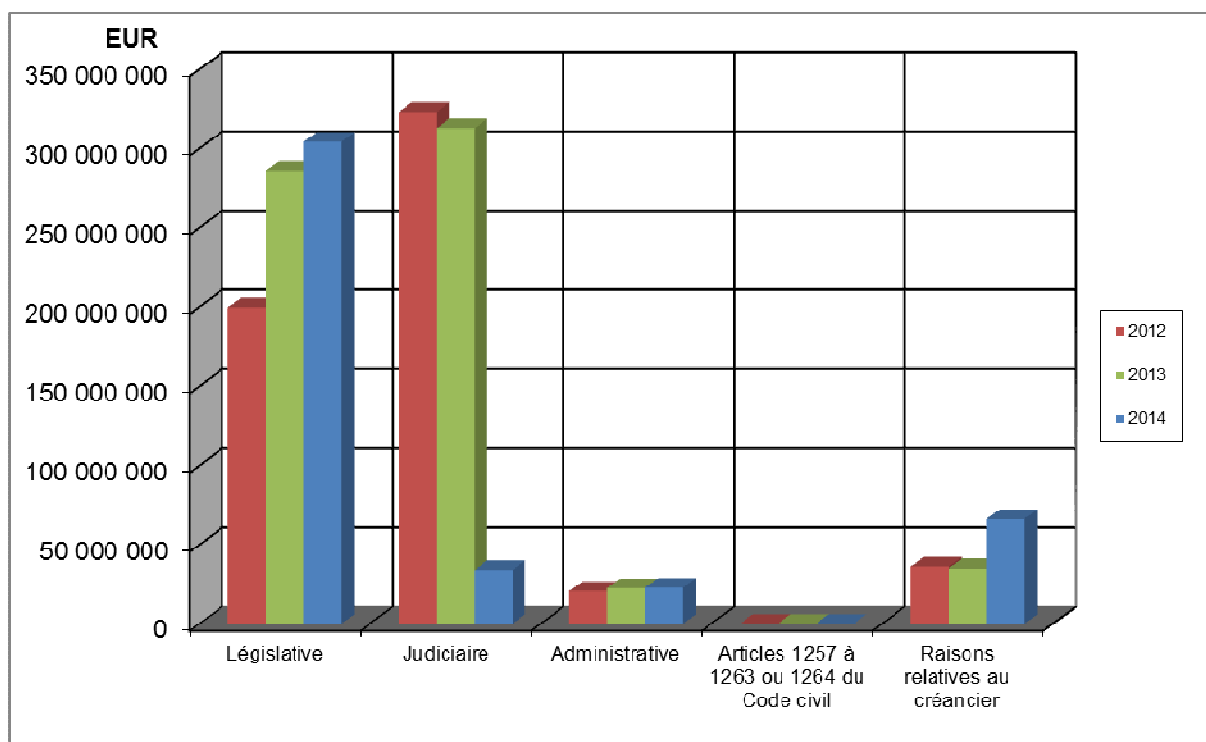
Catégorie des consignations	Valeur comptable (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	202.442.168,04	290.826.190,15	310.917.269,47
Judiciaire :	326.785.498,11	319.881.096,74	37.374.561,09
Administrative :	20.588.950,84	22.745.332,07	23.331.891,33
Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	36.940.281,98	36.105.141,38	67.391.878,08
Valeur comptable totale :	586.756.898,97	669.557.760,34	439.015.599,97



4.10. Valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt à la fin de l'exercice

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

Catégorie des consignations	Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)		
	Exercice 2012	Exercice 2013	Exercice 2014
Législative :	199.527.574,38	286.094.848,46	304.169.152,26
Judiciaire :	322.780.684,18	312.862.045,12	33.815.492,59
Administrative :	20.497.153,99	22.458.496,94	22.841.159,91
Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :	0,00	0,00	0,00
Raisons relatives au créancier :	35.972.123,74	34.846.280,47	66.079.982,46
Valeur (nette) d'inventaire totale :	578.777.536,29	656.261.670,99	426.905.787,22



5. Annexe : textes législatifs

5.1. Loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État

Art. 1er. Champ d'application

(1) Tout bien à consigner en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une décision judiciaire ou administrative doit être consigné auprès de la caisse de consignation, conformément aux dispositions de la présente loi, nonobstant toutes dispositions légales ou réglementaires antérieures.

(2) Tout bien à consigner volontairement par un débiteur pour se libérer à l'égard d'un créancier peut être consigné avec effet libératoire pour le débiteur auprès de la caisse de consignation, conformément aux dispositions de la présente loi, lorsque la consignation a lieu sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil ou lorsque le débiteur, sans faute de sa part, ne peut se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier.

(3) La présente loi s'applique aussi aux consignations faites par l'État.

Art. 2. Caisse de consignation

(1) La Trésorerie de l'État est la caisse de consignation au sens de la présente loi.

(2) Les biens consignés à la caisse de consignation ne peuvent être confondus avec les avoirs de l'État. La caisse de consignation tient des livres distincts de ceux de l'État dont les règles comptables sont fixées par règlement grand-ducal.

(3) Les comptes de la caisse de consignation sont soumis annuellement au contrôle de la Cour des Comptes.

Art. 3. Biens consignables

Pour pouvoir être consigné, un bien doit avoir l'une des formes acceptables conformément aux dispositions du présent article :

a) Sont acceptables tous les biens susceptibles d'être versés ou virés en faveur de la caisse de consignation sur un compte bancaire ou un compte chèque postal au Luxembourg.

b) Sont acceptables tous autres biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, à condition, dans les cas visés au paragraphe (2) de l'article 1er, de l'accord écrit et préalable de la caisse de consignation. Cet accord devient caduc s'il n'est pas suivi dans les trois mois de sa notification par la réception des biens à la caisse de consignation.

Art. 4. Réception des biens à consigner

(1) Toute réception de biens par la caisse de consignation est documentée par un récépissé délivré au déposant. La réception de biens à consigner et la délivrance du récépissé se fera par l'administration de l'Enregistrement et des Domaines dans tous les cas où la compétence pour ce faire lui est expressément reconnue par une loi, un règlement, une décision judiciaire ou administrative.

(2) La caisse de consignation tient un registre de toutes les consignations effectuées, faisant référence aux éléments relevant de chaque consignation.

Art. 5. Garde des biens consignés

(1) La caisse de consignation a seule la charge de garder les biens consignés en vue de leur restitution aux ayants droit.

(2) La caisse de consignation place auprès d'établissements financiers au Luxembourg tous les biens consignés pour lesquels des comptes de dépôt sont normalement ouverts, tels que des sommes en monnaie nationale ou étrangère, des titres ou des métaux précieux. Elle prend égard, quant au choix des échéances, à son obligation de restituer les biens consignés dans un délai raisonnable.

(3) Les biens consignés autres que ceux visés au paragraphe précédent, sont conservés inchangés en vue de leur restitution en nature aux ayants droit. A cet effet, la caisse de consignation peut faire par elle-même ou par des tiers, tous les actes d'administration qui lui paraissent nécessaires.

(4) Les sommes provenant de la perte de biens consignés sont placées conformément au paragraphe (2).

(5) Les frais de la garde des biens consignés, y compris les frais propres de la caisse de consignation ainsi qu'une taxe de consignation établie sur base d'un tarif à fixer par règlement grand-ducal, sont couverts par imputation annuelle sur les fruits et à défaut, les produits des biens consignés. La taxe de consignation ne peut être fixée par an à moins de 0,5% ni à plus de 3% de la valeur estimée des biens consignés.

Art. 6. Restitution des biens consignés

(1) La restitution des biens consignés aux ayants droit nécessite une décision motivée de la part de la caisse de consignation.

En cas de consignation sur base de l'article 1er (1), la restitution intervient suite à l'acte qui l'autorise. En cas de consignation sur base de l'article 1er (2), la restitution intervient sur demande dûment justifiée.

(2) La restitution porte soit sur les biens consignés en nature, soit sur les sommes acquises en lieu et place des biens initialement consignés. Sous réserve de l'article 5(5), elle porte également sur les fruits et produits de ces biens et sommes, tels qu'établis par la caisse de

consignation. La caisse de consignation n'est pas tenue de verser ces fruits et produits avant la fin de la consignation.

(3) La caisse de consignation ne peut effectuer la restitution qu'après avoir reçu paiement, de la part des ayants droit au profit du Trésor, des frais restant dus.

Art. 7. Effet des significations

Les saisies-arrêts, oppositions, cessions et généralement toutes significations relatives à des biens consignés ont lieu, par dérogation aux dispositions du Code de procédure civile, à la Trésorerie de l'État. Sont, pour le surplus, appliquées aux consignations les formalités pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou deniers publics.

Art. 8. Prescription

(1) Les biens meubles consignés sont acquis à l'État lorsqu'il s'est écoulé un délai de trente ans sans qu'il ait été demandé à la caisse de consignation de prendre une décision de restitution conformément à l'article 6 (1) ou sans que soit intervenu l'un des actes visés par l'article 2244 du Code civil. Ce délai prend cours à partir de la date du récépissé visé au paragraphe (1) de l'article 4.

(2) Six mois au plus tard avant l'échéance de ce délai, la caisse de consignation avise par lettre recommandée les ayants droit dont le domicile est connu suivant les pièces en sa possession, de la échéance qu'ils encourent. A défaut de domicile connu ou à défaut d'une réclamation des ayants droit avisés endéans les deux mois de l'envoi de la lettre recommandée précitée, les indications pouvant permettre aux ayants droit de se manifester sont publiées immédiatement au Mémorial.

Art. 9. Dispositions abrogatoires et transitoires

(1) Sont abrogés : la loi modifiée du 12 février 1872 sur les consignations;
l'arrêté grand-ducal du 9 juillet 1945 portant modification de la législation sur la caisse des consignations;
l'arrêté royal grand-ducal du 16 juillet 1872 concernant l'exécution de la loi sur les consignations du 12 février 1872;
le règlement grand-ducal du 10 mars 1975 portant relèvement du taux des intérêts à servir par la caisse des consignations.

(2) Est abrogé le point 3° de l'article 46 de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'État.

(3) Les consignations valablement faites avant l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises aux anciens textes les ayant régies.

Art. 10. Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2000.

5.2. Règlement grand-ducal du 4 février 2000

Règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la caisse de consignation et le tarif pour la taxe de consignation

Art. 1. Principes comptables

(1) La caisse de consignation attribue un numéro d'ordre comptable à chaque consignation distincte par l'acte juridique qui lui a donné naissance et qui est obligatoirement indiqué sur le récépissé des biens consignés et, le cas échéant, distincte par ayant droit. Elle ouvre pour chaque consignation un compte interne individuel, subdivisé en sous-comptes par type de biens et par devise.

(2) Les livres de la caisse de consignation sont tenus sous forme d'un compte de flux à partie double, enregistrant l'intégralité des produits et des charges de la caisse de consignation ainsi que d'un bilan à partie double, dont le passif indique le total net des biens et sommes à restituer par la caisse de consignation, tel qu'il se dégage des soldes additionnés des comptes internes individuels, et dont l'actif indique le total des biens gardés par la caisse de consignation et des avoirs inscrits à son nom. La différence entre le total du passif et le total de l'actif du bilan est inscrite sous forme d'un solde comptable.

(3) Une consignation entre dans les livres de la caisse de consignation au moment de l'établissement du récépissé par la caisse de consignation, également au cas où la délivrance du récépissé établi par la caisse de consignation se ferait par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

(4) Une consignation sort des livres de la caisse de consignation au moment où la caisse de consignation soit prend la décision de restituer les biens consignés soit transfère les biens meubles consignés à l'État en exécution de l'article 8 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État. Si l'ayant droit des biens en cause n'en prend pas possession dans un délai de trois mois à partir du jour de la décision de restitution, ils sont considérés de plein droit comme ayant fait l'objet d'une nouvelle consignation, par le Ministre ayant la caisse de consignation dans ses attributions, à partir du jour de la décision de restitution.

(5) Les livres de la caisse de consignation sont tenus en euros.

Art. 2. Comptes internes individuels.

(1) Les comptes internes individuels ouverts par la caisse de consignation pour chaque consignation distincte et leurs sous-comptes retracent les éléments suivants de chaque consignation :

- a) les biens initialement consignés ou les sommes acquises en lieu et place de ces biens;
- b) les fruits et produits de ces biens et sommes;
- c) les frais de la garde de ces biens et sommes;
- d) la taxe de consignation sur ces biens et sommes.

(2) Les comptes ou sous-comptes individuels qui portent sur des sommes d'argent sont ou bien crédités d'intérêts mensuels à un taux inférieur de dix pour-cent en termes relatifs au taux de placement moyen réalisé pour la devise en question par la Trésorerie de l'État, ou bien débités d'intérêts mensuels à un taux supérieur de dix pour-cent en termes relatifs au même taux de placement. Les intérêts sont calculés pour chaque mois entier de la garde et comptabilisés le dernier jour du mois.

(3) Les biens et sommes visés à la lettre a) du paragraphe (1) sont inscrits dans les livres de la caisse de consignation avec la valeur comptable suivante :
s'il s'agit de sommes d'argent, avec leur valeur nominale;
s'il s'agit d'autres biens, avec la valeur estimée au moment de la consignation. Cette valeur, établie au besoin sur base d'expertises, peut être modifiée au cours de la consignation sur l'initiative de la seule caisse de consignation, sur base de critères objectifs.

(4) La valeur comptable des biens visés au paragraphe précédent est exprimée et comptabilisée en euros. Toutefois, si les biens à restituer sont dénommés en une devise autre que l'euro ou autre que l'une des subdivisions nationales de l'euro, la valeur de ces biens et les comptes afférents à leur consignation sont maintenus dans la devise à restituer et seulement convertis en euros, au cours de change utilisé dans la comptabilité de l'État, pour les besoins de l'établissement des livres de la caisse de consignation.

Art. 3. Frais de garde.

Les frais de garde visés à la lettre c) du paragraphe (1) de l'article 2 se composent :
des frais spécifiquement déboursés par la caisse de consignation pour la garde de la consignation en cause, mis en compte au moment de leur constatation;
d'un montant forfaitaire, couvrant les frais non spécifiquement attribuables à une consignation ainsi que les frais propres de la caisse de consignation, égal à 1% par an de la valeur comptable des biens consignés, établie conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2. Ce montant forfaitaire est calculé à raison d'un douzième pour chaque mois de la garde et est comptabilisé le premier jour du mois. Le mois de l'établissement du récépissé est exempt de frais de garde. Toutefois, quelle que soit la durée de la garde, les frais dus au titre du montant forfaitaire ne peuvent être inférieurs au montant calculé pour un mois.

Art. 4. Taxe de consignation.

(1) La taxe de consignation est fixée sur base de la valeur comptable des biens consignés, établie conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2, conformément au tarif suivant :
1% par an pour les sommes d'argent;
2% par an pour les autres biens pour lesquels des comptes de dépôt sont normalement ouverts;
3% par an pour les autres biens.
(2) La taxe de consignation est calculée à raison d'un douzième pour chaque mois de la consignation et est comptabilisée le premier jour du mois. Le mois de l'établissement du récépissé est exempt de la taxe. Toutefois, quelle que soit la durée de la consignation, la taxe due ne peut être inférieure au montant calculé pour un mois.

Art. 5. Actif de la caisse de consignation.

Les actifs de la caisse de consignation qui consistent en des biens consignés sont inscrits dans ses livres avec la même valeur comptable avec laquelle ils sont inscrits à son passif, conformément aux paragraphes (3) et (4) de l'article 2.

Art. 6. Affectation du solde de la caisse de consignation.

(1) La partie du solde comptable créditeur inscrit au passif de la caisse de consignation à la clôture d'un exercice financier annuel qui dépasse la moitié du total de la valeur comptable des biens consignés est transférée au Trésor comme recette du budget de l'État au titre de l'exercice financier suivant.

(2) Le transfert visé au paragraphe précédent ne peut se faire qu'après déduction de tout solde négatif éventuel en relation avec des consignations transférées à l'État en exécution de l'article 8 de la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État.

Art. 7. Entrée en vigueur.

(1) Les dispositions du présent règlement sont d'application à partir de l'exercice 2000.

(2) Notre Ministre du Trésor et du Budget est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.